

Union Régionale des Associations  
Autonome de Parents d'Elèves d'Ile-de-France  
Maison du Droit et de la Solidarité  
Square de la Haie Bergerie, 78450 Villepreux  
✉ [ur.idf.unaape@gmail.com](mailto:ur.idf.unaape@gmail.com)  
<https://unaape-idf.fr>



Conseil régional d'Île-de-France  
A l'attention de Madame Valérie PECRESSE  
et de Monsieur Grégoire de LASTEYRIE  
2, rue Simone Veil  
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

### **Lettre RAR**

Villepreux, le 23 novembre 2024

Objet : Dégradation de l'offre de transport en Ile-de-France et impact sur les élèves franciliens.

Madame la Présidente de la Région Ile-de-France et d'Île-de-France Mobilités,  
Monsieur le Vice-Président de la Région Ile-de-France en charge des Transports et d'IDF Mobilités,

Par ce courrier, nous souhaitons nous faire les relais des importantes difficultés rencontrées par des centaines de milliers d'élèves franciliens usagers du réseau de bus de la grande couronne, depuis 2021, et désormais de la petite couronne, difficultés importantes consécutives au processus d'ouverture à la concurrence des transports opéré par la région Ile-de-France et son gestionnaire Île-de-France Mobilités.

Sur les 36 réseaux de bus de grande couronne ouverts à la concurrence, le bilan demeure très mitigé pour les usagers dont nos enfants font partis. La libéralisation des transports devait améliorer le quotidien de tous les usagers, or les transports s'apparentent chaque jour un peu plus à un véritable parcours du combattant, notamment pour nos enfants privés de solution fiable pour se rendre dans leur établissement scolaire. Depuis deux années, nous déplorons :

- **10% d'offre de transport non réalisée lors des transitions chaotiques** vers des nouveaux délégataires de droit privé. En Essonne, la transition de Transdev vers RATP Cap, a été [un enfer pour les usagers](#) sur le secteur de Paris-Saclay et a dégradé durablement le réseau des bus ;
- **Chaque jour c'est plus de 1 000 courses supprimées** en grande couronne par les délégataires, et encore, plusieurs d'entre eux ne publient pas l'information pour masquer les difficultés ;
- **Le sous-dimensionnement capacitaire aux heures de pointe** qui conduit les chauffeurs à refuser nos enfants dans des bus saturés pour laisser monter uniquement les adultes. Pourtant, les parents d'élèves déboursent **382,40€/an pour un service de transport public finalement inopérant** ;
- **L'entretien et la maintenance des bus insuffisants**. Centre de coût important à la charge des délégataires, le matériel roulant, propriété d'Île-de-France Mobilités, est très mal entretenu par les délégataires afin de limiter le déficit d'exploitation des lignes de bus qu'ils opèrent. Comment mettre fin à **ce défilé quotidien de bus en panne**, non entretenus et sales, tractés par des remorqueuses qui hantent le quotidien des usagers et de nos enfants ? Incidemment, tous les bus suivants sont saturés et les usagers entassés jusqu'à l'étouffement s'ils parviennent à monter à bord ;
- Quant aux **adaptations des parcours et horaires** des lignes de bus demandées par les chefs d'établissements scolaires et/ou nécessaires suite aux changements de cartes scolaires, ils peinent à se concrétiser laissant la solidarité entre parents se substituer à un service public de transport devenu inexistant. A Palaiseau depuis la rentrée, les parents d'élèves n'ont toujours **aucune solution de transport** pour acheminer de **jeunes élèves, avec des cartables lourds**, des secteurs des écoles Édouard Vaillant et Étienne Tailhan vers leurs collèges de secteur, César Franck et Joseph Bara, suite à la nouvelle carte scolaire induite par l'ouverture du 101<sup>ème</sup> collège de l'Essonne à Massy.

Chaque semaine, un [nouveau reportage, plateau TV](#) ou un article de presse relate [l'enfer des usagers, comme ici, sur le réseau de bus d'Evry Centre Essonne](#) délégué à Keolis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Ce bilan catastrophique est également partagé par l'ensemble des associations d'usagers des transports tels que la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) d'Île-de-France. Et, dans une enquête du [collectif Mobilité en Île-de-France](#) réalisée auprès des 2502 sondés et publiée en juillet 2024, c'est [un Francilien sur deux qui juge que les transports en commun se sont dégradés en cinq ans](#).

Après tous ces déboires, nous espérons ne plus revoir des transitions catastrophiques lorsqu'il y a des changements d'opérateur. Or, un [mouvement de grève illimitée](#) est en cours **sur le réseau de bus de Cergy-Pontoise, Vauréal, Jouy-le-Moutier, Osny, Saint-Ouen-L'Aumône et Conflans-Sainte-Honorine**. [Cette grève s'enlise et cela fait déjà plus de deux semaines qu'il n'y a plus de bus dans l'agglomération](#), alors même qu'Île-de-France Mobilités et la majorité régionale affirment libéraliser nos transports en commun pour améliorer le service rendu aux usagers.

**Nos lycéens et jeunes collégiens vulnérables** doivent désormais **parcourir 7 kms à pied** après une journée de cours dans les rues sombres de l'agglomération paralysée. Cela engendre de **l'absentéisme et/ou des retards chez les élèves, les enseignants et les personnels scolaires**. Les élèves fatigués s'endorment en classe et les plus fragiles sont encore plus à **risque de décrochage scolaire**. Sans moyen de transport, les visites des salons pour l'orientation, les entretiens pour les recherches de stage des collégiens et lycéens sont des épreuves pénibles. Le **risque d'invalidation des stages** pour manque d'assiduité est réel pour les élèves en alternance et en lycée professionnel, ou **pire de rupture de contrat**. Et, tous les courriers d'alertes de nos associations locales restent lettre morte, à l'instar du courrier de la présidente de l'association AIPE de Cergy Pontoise et Val-d'Oise du 26 septembre 2024.

Avec la poursuite de l'ouverture à la concurrence de 12 nouveaux secteurs, soit 315 lignes de Paris et la petite couronne, c'est le risque d'une aggravation de la [pénurie des conducteurs](#), qui démissionnent au moment où ils doivent changer d'employeur. Dans les **Yvelines** en janvier 2024, le transfert du contrat du réseau de bus de la Savac à Transdev **a été marqué par la démission des deux tiers des salariés** anticipant une dégradation de leurs conditions de travail et social et entraînant une détérioration du service public de transport en vallée de Chevreuse. In fine, c'est bien « *des enfants et des usagers qui ont dû patienter dans le froid. On nous avait pourtant assuré que le transport scolaire serait sanctuarisé. Aujourd'hui, on voit le résultat.* »

A ce tableau social préoccupant, s'ajoute un bilan financier inquiétant dressé par les compagnies ayant remporté les 21 premiers contrats, dans un [courrier de juin 2023 adressé à Île -de-France Mobilités](#) puis lors d'une audition le 28 mai 2024 organisée par Île-de-France Mobilités. Le caractère [insoutenable sur le plan financier](#) des délégations de service public de transport, avec jusqu'à 20 % de pertes, nous fait craindre une nouvelle dégradation du service aux usagers et à nos enfants.

Ces compagnies de transports, Keolis filiale de la SNCF, Transdev filiale de la Caisse des Dépôts et RATP CAP Ile-de-France filiale de RATP, accusent des **pertes chiffrées en centaine de millions d'euros** et dont la région va éponger 30 millions €. Quelle est la logique économique **d'organiser la concurrence entre des entreprises publiques** si ce n'est **de creuser encore le déficit public de l'Etat actionnaire et des collectivités ?**

Ces situations chaotiques dans le service public de transport francilien ne peuvent perdurer ! Nous vous prions d'agir en responsabilité dans les meilleurs délais pour respecter le droit au transport de nos élèves.

Restant à votre entière disposition, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président en charge des Transports, en l'expression de nos respectueuses salutations.

Lydie Benay Letourneau

*Présidente de l'UNAAPE Île-de-France, Vice-présidente UNAAPE Yvelines*

Karine Flon Mathis

*Vice-présidente de l'UNAAPE Île-de-France,*

*déléguée à l'académie de Créteil,*

*Présidente de l'UNAAPE Seine-et-Marne*

Nabil Bouzerna

*Vice-président de l'UNAAPE Île-de-France,*

*délégué à l'académie de Versailles,*

*Président de l'UNAAPE Essonne*

Isabelle Richard  
*Présidente de l'UNAAPE Val d'Oise*

Nathalie Choquet-Rumeau  
*Présidente de l'UNAAPE Yvelines*

Khadidja Amrani  
*Présidente AIPE Val d'Oise*  
*Administratrice UNAAPE*

Sylvie Samara  
*Présidente de l'AAPE Palaiseau*  
*Secrétaire Générale de l'UNAAPE Essonne*  
*Administratrice UNAAPE Île-de-France*

**Copie à :**

M. François Durovray – Ministre des Transports et Président du Conseil Départemental de l'Essonne  
Mme Marie-Christine Cavecchi – Président du Conseil Départemental du Val d'Oise  
M. Pierre Bédier – Président du Conseil Départemental des Yvelines  
M. Georges Siffredi – Président du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine  
M. Jean-François Parigi – Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne  
M. Stéphane Troussel – Président du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis  
M. Olivier Capitanio – Président du Département du Val-de-Marne  
Mme Anne Hidalgo – Maire de Paris

Mme Anne Genetet – Ministre de l'Éducation nationale  
M. Bernard Beignier – recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris

M. Etienne Champion – Recteur de l'académie de Versailles  
Mme Pascale Coq – Inspectrice Académique DASEN de l'Essonne  
M. Olivier Wambecke – Inspecteur Académique DASEN du Val d'Oise  
M. Jean-Pierre Geneviève – Inspecteur Académique DASEN des Yvelines  
M. Frédéric Fulgence – Inspecteur Académique DASEN des Hauts-de-Seine

Mme Julie Benetti – Rectrice de l'académie de Créteil  
Mme Valérie Debuchy – Inspectrice Académique DASEN de Seine-et-Marne  
Mme Anne-Marie Bazzo – Inspectrice Académique DASEN de Val-de-Marne  
Mme Sandrine Lair – Inspectrice Académique DASEN de Seine-Saint-Denis

Marc Guillaume – Préfet de Paris, préfet de la région Île-de-France  
Mme Frédérique Camilleri – Préfète de l'Essonne  
M. Philippe Court – Préfet du Val-d'Oise  
M. Frédéric Rose – Préfet des Yvelines  
M. Alexandre Brugère – Préfet des Hauts-de-Seine  
M. Étienne Stoskopf – Préfet du Val-de-Marne  
M. Pierre Ory – Préfet de Seine-et-Marne  
M. Julien Charles – Préfet de Seine-Saint-Denis

M. Patrick Salaün – Président de l'UNAAPE

